



HAL
open science

Les interprétations de la guerre et de l'économie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les interprétations de la guerre et de l'économie. Rencontres régionales du CHEDE, Nov 2014, Chalons-en-Champagne, France. hal-03637608

HAL Id: hal-03637608

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03637608v1>

Submitted on 11 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les interprétations de la guerre et de l'économie

Jacques Fontanel

Rencontres régionales du CHEDE (Cycle des hautes études pour le
développement économique),

Chalons-sur-Champagne, 6 novembre 2014

Les controverses économiques ont toujours existé. Le passage du « juste prix » au mercantilisme, de la recherche de la puissance des Etats vers l'ouverture internationale des marchés, de l'intérêt du colonialisme ou de l'esclavage pour la croissance et le développement économique, de la lutte des classes de Karl Marx, en passant par la relance économique keynésienne, jusqu'à la fatidique domination du monétarisme friedmanien qui débouche sur des inégalités croissantes et des crises économiques aux effets si dangereux pour le bien-être des populations actuelles et futures. L'économie reste fondamentalement politique. Elle redevient purement économique seulement de manière abstraite, en fixant dès le départ des hypothèses qui sont autant de considérations politiques concernant le libre-échange, le rôle de l'Etat, la puissance des firmes multinationales, l'influence des armes et notamment des armes nucléaires, la perception de la sécurité nationale ou internationale.

Economic controversies have always existed. The passage from "fair prices" to mercantilism, from the search for the power of States to the international opening of markets, from the interest of colonialism or slavery for growth and economic development, from Karl Marx's class struggle, through the Keynesian economic revival, to the fateful domination of Friedmanian monetarism which leads to growing inequalities and economic crises with such dangerous effects for the well-being of present and future populations. economics remains fundamentally political. It becomes purely economic only in an abstract way, by fixing from the start hypotheses which are so many political considerations concerning free trade, the role of the State, the power of multinational firms, the influence of weapons and in particular of nuclear weapons, the perception of national or international security.

Economie, guerre, globalisation, sécurité internationale, guerre

Economics, war ; globalization, international security, war.

Les controverses économiques ont toujours existé. Le passage du « juste prix » au mercantilisme, de la recherche de la puissance des Etats vers l'ouverture internationale des marchés, de l'intérêt du colonialisme ou de l'esclavage pour la croissance et le développement économique, de la lutte des classes de Karl Marx, en passant par la relance économique keynésienne, jusqu'à la fatidique domination du monétarisme friedmanien qui débouche sur des inégalités croissantes et des crises économiques aux effets si dangereux pour le bien-être des populations actuelles et futures. A force d'hypothèses de moins en moins représentatives de la réalité du fonctionnement d'un système, la science économique apparaît comme un paravent de la vraie guerre économique sous-jacente qui se joue entre les firmes, les Etats, mais aussi entre les actionnaires et les salariés à armes inégales. La fameuse paix économique a bien des difficultés à exister dans un monde de rareté.

Les controverses en économie sont inévitables car, en situation de rareté, les intérêts des uns se heurtent parfois aux intérêts des autres. C'est pourquoi l'Etat est souvent appelé pour arbitrer les conflits que, sur le moyen et long terme, aucune loi économique ne peut, seule, arbitrer. Si la science économique avait le pouvoir de conduire la gestion courante de la vie des hommes, elle serait particulièrement utile pour donner des conseils efficaces et indiscutables aux pays en développement pour sortir de leur état et elle saurait donner les signaux d'alarme pour éviter les crises économiques. Pourtant, le « fameux consensus de Washington » proposé par le FMI recommandait la privatisation, la stabilisation et la libéralisation de l'économie pour le développement des pays les moins développés. Le bilan de cette stratégie imposée aux pays les plus économiquement fragiles s'est avérée catastrophique, au grand bénéfice des grandes firmes multinationales et au détriment des citoyens des pays concernés. Les pays qui ont réussi leur développement économique sont justement ceux qui n'ont pas accepté ces politiques et qui ont plutôt cherché à maintenir des entreprises publiques, comme autant de « champions nationaux » capables de lutter efficacement face à la concurrence internationale des firmes étrangères déjà bien implantées sur les marchés mondiaux. L'exemple de la Corée du Sud constitue un

exemple certes imparfait mais efficace, que l'école expérimentale ferait bien d'appliquer en contestation d'une économie de marché généralisée qui favorise les forts par rapports aux faibles. La libéralisation de l'économie n'est jamais favorable aux forces productives nationales en situation d'infériorité par rapport aux autres Nations et grandes firmes multinationales. Dans ce cadre, l'apport de l'extérieur est un frein au développement économique de fond des pays les plus pauvres.

Les pensées économiques sous-jacentes aux doctrines économiques

Tout modèle pour représenter un système économique implique des hypothèses, des postulats, il comprend aussi l'idée sous-jacente selon laquelle l'avenir n'est que le résultat linéaire du passé. L'économie traite des hommes et non pas des choses. Le système de production, de consommation, de répartition ne représente pas l'intégralité de la vie des hommes, même s'il y contribue. Bien d'autres valeurs sont alors mises de côté, négligées, alors même qu'elles transcendent le matérialisme, qui lui-même ne manque pas d'être plus que sa propre substance, mais aussi un rapport à l'autre. Les conditions d'existence humaines peuvent être variées, fondées sur des croyances, des convictions, des sentiments et des perceptions de court et de long terme qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le schéma du système économique et qui en modifient les comportements attendus par la rationalité économique. Dans ces conditions, les modèles construits par les économistes sont nécessairement partiels, car ils ne transportent pas dans leurs variables, le cœur et l'ensemble des désirs d'une humanité diverse, solidaire et conflictuelle.

Les idées mercantilistes insistaient sur la puissance du Prince, à un moment où les grands Etats étaient constitués et où les guerres continuaient sans cesse à réduire le processus de production. Dans ces conditions, il s'agissait de considérer l'autre comme un ennemi potentiel, ce qui empêchait tout processus de globalisation économique par crainte ensuite d'être dépendant d'un Prince étranger qui aurait pu vous souhaiter du mal. L'autarcie était revendiquée, car la guerre était supposée inscrite dans l'histoire de l'humanité. Il était donc nécessaire de

rendre l'autre Etat dépendant afin d'exercer des effets de domination.

Tout acte économique est aussi une conséquence des réflexions faites sur l'homme. Ainsi, la guerre a souvent été un outil de prédation et de domination. L'esclavage réduisait le potentiel de liberté des personnes condamnées par la force à cet état, qui devenaient alors à la fois un meuble (au sens économique) et une force de travail. Dans ces conditions, l'esclave était aussi un patrimoine, sans liberté et droit. Cependant, en tant que patrimoine, il fallait pouvoir en conserver la valeur, ce qui n'était pas le cas des travailleurs blancs du Nord, lesquels étaient libres, mais n'avaient que rarement le choix de leur travail, et donc du niveau de leur subsistance. D'une certaine manière, les esclaves avaient un niveau de vie supérieur à nombre de personnes à la recherche d'un travail sans aucune protection. Dans le même ordre d'idées, les guerres coloniales étaient présentées comme des projets civilisateurs, alors qu'ils n'étaient que des actes d'appropriation de la richesse d'autrui, au regard des comportements utilisés par les colonisateurs à l'égard des populations autochtones.

Pendant la Guerre de Sécession, Lincoln a défendu les intérêts de la puissance industrielle et financière du Nord-Est protectionniste contre le Sud producteur agricole favorable au libre-échange. Cette guerre n'en fut pas moins le départ du formidable développement industriel des Etats-Unis. La sécurité nationale impliquait alors des dépenses considérables de préparation au conflit armé, ce qui a favorisé le développement des forces productives et la réalisation de la révolution industrielle. Cet exemple témoigne de l'ambiguïté des relations entre l'économie et la guerre. Ainsi, la protection du secteur industriel américain a été jugée favorable à la paix mondiale par Alexander Hamilton. Jusqu'au leadership américain sur l'économie mondiale de marché, Washington a plutôt défendu une politique libérale, alors que sa politique concrète et appliquée a toujours été protectionniste

Avec l'école classique anglaise, lugubre, il s'agissait de développer l'économie mondiale et le libre-échange, mais en contrôlant le potentiel des monopoles et des actions collectives, notamment syndicales. Dans ces conditions, le développement économique pouvait s'épanouir, jusqu'à un certain niveau, au départ contrôlé par l'importance de la population et une politique

malthusienne. Malthus a évidemment été très critiqué, mais il y avait aussi derrière son contrôle de la population, l'idée selon laquelle la Terre n'avait que des ressources limitées et qu'en augmentant sans cesse la production et la consommation subordonnée il en résulterait l'apparition de nouvelles raretés qu'il situait, malheureusement, uniquement dans le domaine alimentaire. Au total, après ces années d'abondance relative, l'économie reviendrait stationnaire, dans laquelle chaque personne ne recevrait que le minimum vital, faisant ainsi écho à William Shakespeare selon lequel « il faut toujours quelque chose de plus à la survie pour survivre ».

Pour Marx, la lutte des classes est au cœur de l'économie capitaliste. Il faut donc engager une politique révolutionnaire pour supprimer la plus-value et l'exploitation du travailleur, dans un système de toute manière contradictoire qui s'autodétruit à terme. Il faut donc combattre l'exploitation, capitaliste et impérialiste, afin de créer un socialisme qui lui-même conduira à un libérateur communisme. Pour Engels, la guerre industrielle détruira le capitalisme. La pensée historique allemande, au contraire, insistera sur l'utilité des guerres comme facteur d'innovation essentiel.

Pour J.M. Keynes (1933), le système d'économie de marché et le commerce international ne conduisent pas nécessairement à la paix, mais il faut d'abord éradiquer à la fois la guerre et le communisme. La crise économique est une menace pour l'économie de marché européenne et pour la démocratie. Ainsi, les indemnités demandées par les Alliés à l'Allemagne sont excessives, car l'épuisement économique et l'humiliation d'une grande Nation ne constituent pas de bonnes bases pour une société de paix. Si l'échange des biens et services participe à la diffusion du progrès économique, la poursuite d'une politique économique extérieure cohérente avec les intérêts nationaux clairement définis n'en reste pas moins essentiel, car le modèle libéral n'est pas adapté au monde contemporain. Keynes est réservé sur l'utilité de la pénétration des structures économiques nationales par le capital cosmopolite, car la vie économique nationale devient alors dépendante des politiques fluctuantes des pays étrangers. La sécurité nationale est aussi du ressort de l'économie, car une situation de crise conduit parfois au renversement des systèmes politiques et aux excès des grandes puissances. Il conseille d'engager la guerre économique à l'encontre des ennemis de la démocratie, même si cette action s'oppose à l'essor du commerce international. La paix durable, condition du développement économique et social, est inconcevable

sans une solidarité internationale des démocraties face au communisme.

Pour la pensée néo-libérale et de la globalisation, la guerre va disparaître, car le système économique du capitalisme met en avant les facteurs économiques, la compétition et l'ouverture des frontières, ce qui crée des interdépendances salutaires qui empêchent la guerre. De fait, les néo-classiques ont peu réfléchi à la notion de guerre, comme si celle-ci n'était qu'un domaine réservé au politique. L'utilisation des armes économiques va d'ailleurs dans ce sens.

Les débats sur la guerre aujourd'hui

Il y a huit débats importants : les antagonismes de système, le nucléaire, la guerre économique, les complexes militaro-industriels, les nécessités des conflits guerriers, la démocratie en guerre, les conditions du désarmement et le soft power.

Les antagonismes des systèmes

La naissance de l'URSS en 1917 a modifié la donne internationale. Le refus du pouvoir du capital et la volonté autarcique d'un pays jugé antagonique au système capitaliste a conduit au refus du commerce international fondé sur la division internationale capitaliste du travail. La sécurité du socialisme était devenue la priorité de Staline et, à ce titre, le commerce international, instrument puissant de l'impérialisme, au même titre que la libéralisation des capitaux, était très réglementé par le Plan au strict nécessaire. Très militarisé et en situation d'isolement international, l'URSS s'est doté d'une puissance militaire croissante au regard de sa production de richesses. Les sciences et les technologies sont alors devenus les otages du pouvoir politique et militaire, dans l'ensemble des pays développés.

L'effort colossal dans le domaine de l'armement (20 à 30 % du PIB selon les périodes), la paranoïa des forces politiques et l'isolement économique comparatif ont alors été des facteurs importants dans l'effondrement en 1989 de l'Union soviétique, pourtant considérée comme la première puissance militaire mondiale en 1979. L'arme économique de l'épuisement d'un pays dans sa recherche de sécurité a été une stratégie efficace.

Le nucléaire change l'idée même de la guerre et favorise la guerre économique

Face à la puissance destructrice de l'arme nucléaire, les Etats ont utilisé les armes économiques (Fontanel, Bensahel, 1992), avec eux objectifs : contraindre l'ennemi et dominer les partenaires. L'économie est alors devenue un instrument de pouvoir. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures d'autodéfense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution.

- Les guerres économiques répondent parfois à des objectifs politiques

- Les questions de sécurité se posent devant la pénurie des matières premières et énergétiques aux enjeux stratégiques forts (Fontanel, 2010, 2011). Les divergences d'intérêt conduisent alors soit une procédure de concertation, soit l'expression d'antagonismes politiques, parfois armés. L'ouverture, la vulnérabilité et le gain sont les facteurs déterminants des échanges internationaux.

Les complexes militaro-industriels

Les complexes militaro-industriels par le Président Eisenhower en 1961, a mis en évidence la menace pour la démocratie du renforcement du pouvoir de l'establishment militaire américain (gouvernement, Congrès, firmes d'armement, lobbys), dans le « temple » du capitalisme. Ces complexes ont existé dans les pays développés, généralement dans les grandes puissances économiques. Il y a eu cependant des pays qui se sont engagés dans ces investissements, dont la plupart des BRICS.

Le rapport sur l'utilité des guerres et des armes

Le fameux rapport sur l'utilité des guerres, commandité par le Président Johnson, reste encore dans la mémoire collective mondiale (Galbraith, 1984). La menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales. Elle constitue un ciment de la société, elle est nécessaire au système économique américain qui ne dispose pas de substituts valables aux fonctions militaires des conflits. C'est un moyen efficace pour assurer la stabilité et le contrôle de l'économie nationale, par la subordination des citoyens à l'Etat et le contrôle

des désaccords sociaux. Dans ce contexte, le commerce international ne joue aucun rôle significatif sur les conflits armés.

Aujourd'hui encore, ses engagements financiers dans le domaine militaire (580 milliards de dollars en parité de pouvoir d'achat 2012), malgré son retrait définitif en Irak et progressif en Afghanistan, dépasse largement celles de la Chine (166 milliards \$), de la Russie (90,6 milliards \$), de l'Europe occidentale (286 milliards \$, France comprise avec 58,7 milliards \$). Les dépenses de recherche-développement militaires des Etats-Unis sont huit fois plus élevées que celles de l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne, 25 fois celles de la France et 20 fois celles du Royaume-Uni. Or, comme les entreprises d'armement américaine ne sont généralement pas spécialisées dans le domaine militaire, il en résulte des retombées favorables dans les domaines de la haute technologie sur les firmes nationales. S'il est vrai que les comparaisons internationales et interrégionales ne sont pas toujours très précises, les ordres de grandeur restent intéressants à mettre en évidence.

La démocratie n'est pas un gage de paix

L'histoire démontre que la démocratie n'est pas plus un gage de paix (Richard, 2010) que la diffusion du libre-échange dans le monde. Certains dirigeants peuvent avoir un intérêt à la guerre, même dans un régime démocratique, face à l'incapacité d'un règlement pacifique des problèmes par la négociation. Dans ce cadre, le commerce international devient une cause parmi d'autres d'antagonisme entre deux Etats.

Les conditions économiques du désarmement

Il est incontestable de noter que, ceteris paribus, les dépenses militaires ont un coût d'opportunité, elles sont accusées de détourner des moyens financiers et de limiter ainsi les investissements civils. Compte tenu de leur caractère improductif (dans le cadre d'une économie cosmopolite ou pacifique), les dépenses militaires exercent a priori des effets négatifs sur la croissance mondiale à long terme. Cependant, à l'aune des observations récentes, les "dividendes de la paix" sont répartis de manière très inégale dans le cadre d'un accord de désarmement, jusqu'à être négatifs à court terme pour certains pays et surtout certaines régions, dépendantes de l'atmosphère pacifique ou belligène du monde. C'est pourquoi, un rapport de l'UNIDIR a

préféré renoncer au terme « dividendes de la paix » par celui, plus juste, d'investissements de la paix. Si l'économie peut contribuer à réduire le coût des conflits potentiels ou réels, elle ne provoquera pas leur fin

Le soft power

Pour les libéraux, les relations commerciales rendent dépendants les consommateurs et les dirigeants d'entreprise, des acteurs qui souhaitent alors éviter les guerres. La volonté de sécurisation des approvisionnements en matières premières, l'extension souhaitée des marchés extérieurs et la mise en place de normes internationales ont favorisé les échanges internationaux et la concertation politique. A l'opposé, plusieurs analyses contestataires considèrent que l'interdépendance conduit à des conflits armés occasionnels. La guerre est alors interprétée comme un signe d'épuisement du modèle économique. Dans ce contexte, la hausse des commandes militaires accélère la maturité technologique nécessaire pour que l'innovation conduise à des gains de productivité. Les crédits colossaux accordés à la recherche-développement militaire aux Etats-Unis ont ainsi pu être interprétés comme une aide apportée au secteur privé pour développer les technologies de pointe. Le secteur militaire échappant aux règles de l'OMC, les crédits publics alloués aux projets sécuritaires sont utilisés par les Américains comme des outils de soutien à leurs industries.

La confiance en l'hégémonie américaine, appuyée par la force militaire et le potentiel de son économie, conditionne l'efficacité du « soft power », c'est-à-dire l'influence diplomatique, utile pour définir les règles et les accords commerciaux internationaux (Fontanel, 2005, 2010). Les objectifs de sécurité économique et militaire s'unissent pour favoriser l'hégémonie économique et monétaire des Etats-Unis. Le gouvernement américain dispose d'un appareil administratif important d'intelligence économique (notamment le War room) pour agir sur les relations économiques et stratégiques internationales, dans une conception néo-mercantiliste éloignée d'un discours officiel qui promeut un libre-échange impartial et apolitique. Chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux, la sécurité nationale est à ce prix. Les facteurs économiques dominant souvent l'agenda des considérations stratégiques. Les écoutes des agences américaines sont souvent plus portées vers les considérations économiques que militaires ou même politiques.

De fait, l'économie reste fondamentalement politique. Elle redevient purement économique seulement de manière abstraite, en fixant dès le départ des hypothèses qui sont autant de considérations politiques concernant le libre-échange, le rôle de l'Etat, la puissance des firmes multinationales, l'influence des armes et notamment des armes nucléaires, la perception de la sécurité nationale ou internationale. Plutôt que de théories économiques, il serait sans doute plus juste de parler de doctrines économiques, lesquelles sont fondées sur des principes politiques que se donne une société nationale.

Bibliographie

Braudel, F. (1979), *Civilisation nationale, économie et capitalisme*, Armand Colin, Paris.

Boyer, R. (1995), *Mondialisation au-delà des mythes*. La Découverte, Paris.

Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of organization*, Routledge, New York.

Brunat, E., Fontanel, J. (2013), *La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie*, Colloque Union-européenne-Russie, une relation particulière, Université de Savoie, Chambéry. 13 décembre.

Coulomb, F. and Fontanel, J., 2000. La puissance des Etats et la globalisation économique. *Ares, Défense et Sécurité*. 45, Mai.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2005), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy. *Arms, War, and Terrorism in the Global Economy Today : Economic Analyses and Civilian Alternatives*, 13, LIT Verlag, Bremer Schriften zur Konversion,

Coulomb, F., Fontanel, J. (2012), War and capitalism, in “*The marketing of war in the age of neo-militarism*”, 59.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, Armaments, and Disarmament, *Defence and Peace Economics*, 4 (1).

Fontanel, J. and Ward, M.D., 2002. A hard look at the costs of peace. *World Economics*, 3(2), pp.61-74.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A., 2003. Civilisations, globalisation et guerre. *PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble*.

Fontanel, J., & Henriques, P. (2007). *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores.*, Piaget, Lisboa.

Fontanel, J., Samson, I. (2008), The determinants of military expenditures, *War, Peace, and Security*, Fontanel, J. and Chatterji, M. eds. Emerald Group Publishing.

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

Guilhaudis, J-F. (2009), *Relations internationales contemporaines*, LITEC, Paris.

Hattori, A., Fontanel, J., Chatterji, M. (1996) ; *Arms spending, development and security*, SB Nangia for APH Publishing Corporation

Kennedy, P. (1987), *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, New York.

Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde ? AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.

Montesquieu (1758, 1995), *De l'Esprit des lois*, Gallimard, 2 volumes, Paris.

Münkler, H. (2003), *The wars of the 21st century*, IRRD 85(849).

Ohmae, K. (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York.

Porter, M. (1990), *The competitiveness of Nations*, McMillan, New York.

Ruttan, V.W. (2006), *Is war necessary for economic growth ? Military procurement and technology development*. Oxford University Press. Oxford.

Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations, in *War, peace and security* (pp. 37-51). Emerald

Thurow, L.C. (1962) *The Future of Capitalism*, Morrow, New York.